



Pour citer cette publication :

VAN DE VELDE Cécile, Patricia Loncle, « Sous la colère : les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral », *Informations sociales*, Numéro « Jeunesse(s) : les voies de l'autonomie », v.7, n.195, août 2017, pp. 48-54

16 500 signes

Sous la « colère ». Devenir adulte en monde néolibéral.

Un entretien avec Cécile Van de Velde, professeur de sociologie à l'université de Montréal

Notule biographique

Cécile Van de Velde est professeure de sociologie à l'université de Montréal, titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les inégalités sociales et les parcours de vie. Elle est membre de l'école des hautes études en Sciences sociales (EHES). Ouvrage à paraître *Colères. Ce que la jeunesse nous dit de ce monde*.

Sur quels sujets travaillez-vous en ce moment ?

J'étudie depuis plusieurs années les différentes formes de « colères » sociales et citoyennes portées par les jeunes générations de part et d'autre de notre planète. Par colères, j'entends à la fois les colères les plus « visibles », c'est-à-dire les différentes protestations sociales qui ont marqué notre décennie, des Indignés à Nuit Debout, mais aussi les colères plus invisibles et silencieuses, qui éclosent au sein même des parcours de vie. Cette clé d'entrée me permet d'explorer les lignes de faille qui s'ouvrent actuellement entre les individus et les pouvoirs publics. En toile de fond, cette recherche interroge les effets de la crise et de l'austérité sur la conduite des vies et la dynamique des générations, en cette seconde décennie du 21^{ème} siècle. Le livre que j'écris actuellement s'intitule donc « Colères. Ce que la jeunesse nous dit de ce monde ».

Qu'est-ce qui vous a conduit à vous intéresser à cette question ?

Cette recherche s'inscrit dans une histoire à la fois scientifique, personnelle et citoyenne. Elle a commencé à Montréal en 2012 : alors invitée au sein du département de sociologie de l'université de Montréal, j'ai été témoin du mouvement étudiant appelé le « Printemps Erable ». Jusqu'alors, en tant que sociologue comparatiste, je privilégiais une perspective que l'on pourrait appeler « différentialiste », centrée sur les contrastes européens. Comme les autres comparatistes de ma génération, je cherchais donc prioritairement à mettre en lumière et à comprendre les différences sociales dans les façons de « devenir adulte » d'une société à l'autre, ce qui constituait alors un front de recherche majeur. C'est dans cette optique que j'ai écrit l'ouvrage « Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe » (PUF, 2008). Mais, dès mes premières observations des protestations étudiantes de Montréal, j'ai été interpellée par la profonde résonance de ce mouvement avec celui des Indignés de Madrid que j'avais étudié l'année d'avant. Ils avaient beau s'inscrire dans des contextes sociaux particulièrement contrastés, ils semblaient réellement converger sur des questions de fond, telles que la valeur de l'éducation ou le renouvellement de la démocratie.

De nouvelles questions ont alors émergé : dans le sillage d'une crise et d'une vague d'austérité globalisée, assistons-nous à la naissance d'une « génération » au sens de Mannheim¹, forgée autour d'expériences communes, voire d'une conscience d'elle-même, et ce au niveau transnational? Ne faut-il pas adapter nos outils et se donner les moyens de saisir d'abord les dynamiques communes et générationnelles, avant de les articuler à la pluralité des situations ? Ces questions ont bousculé mon approche comparative, et structuré l'itinéraire de recherche qui m'a portée ces dernières années. J'utilise désormais la comparaison pour identifier les dynamiques communes au sein des jeunes générations, en termes d'aspirations, d'expériences, mais aussi d'inégalités.

Quels sont les endroits que vous étudiez plus particulièrement et pourquoi ?

J'ai décidé alors de suivre personnellement et directement la « vague » de protestations, à la recherche de ce possible maillon générationnel. C'est donc une recherche itinérante qui s'est construite au fil des différents mouvements de jeunesse de ces dernières années : après avoir enquêté sur le « Printemps Erable » à Montréal 2012, je suis retournée auprès des « Indignés » à Madrid en 2012, puis je me suis rendue auprès du mouvement étudiant de Santiago du Chili en 2014, du mouvement des Parapluies à Hong-Kong également en 2014, et enfin de Nuit Debout, à Paris en 2016. Très vite, il m'est apparu que les mouvements ne constituaient que la partie émergée de l'iceberg, et que pour identifier les racines de ce qui pourrait être un phénomène générationnel, il fallait vraiment aller voir sous la « vague », au cœur même des parcours de vie : bien sûr chez ceux qui protestent, mais aussi chez ceux qui ne protestent pas.

Pour mieux comprendre les visages contemporains de la colère, il fallait identifier leurs fondements, et analyser les « épreuves » émergentes du devenir adulte en monde néolibéral. Tout l'enjeu a consisté alors à construire un dispositif comparatif rigoureux, permettant d'articuler à la fois les points communs et les différences sociétales, sociales ou genrées. A mes yeux, la sociologie du « global » souffre en effet parfois d'un manque d'assise empirique et de données réellement comparatives. J'ai opté pour une comparaison multi-sites et multi-milieus, avec un dispositif double : d'une part, j'ai conduit une enquête comparée des « colères » collectives ayant lieu dans chacune des villes concernées (Montréal, Madrid, Santiago du Chili, Hong-Kong, Paris), notamment par un recueil systématique et direct des slogans, écrits et pancartes au sein de chacune des protestations : regroupés en une vaste base de données, ils permettent une analyse lexicale et comparée des « grammaires » contemporaines de la colère. D'autre part, afin de saisir les expériences comparées et les épreuves saillantes du « devenir adulte » dans ces différents endroits, j'ai déployé une enquête qualitative constituée de plus de 150 entretiens semi-directifs conduits dans chacune des villes auprès d'individus de tous horizons, à partir d'un guide d'entretien commun, portant sur les dimensions sociales, familiales, existentielles, citoyennes et générationnelles.

Y a-t-il des « épreuves » communes que vous avez pu identifier ?

¹ Karl Mannheim, (2011, 1^{ère} éd. 1928), *Le problème des générations*, Paris, Armand Colin.

Oui, l'enquête montre de façon prégnante la montée d'une tension commune au sein des jeunes générations. Cette tension n'est pas uniquement d'ordre économique ou social, elle est prioritairement existentielle. Plus encore que d'être « déclassé », la peur émergente est d'être « dévié » de ses propres choix ou de ses aspirations. J'appelle cette épreuve la « déviation », définie comme l'expérience d'un possible désajustement, non plus vertical, dans l'échelle sociale, mais bien plus horizontal... vis-à-vis de soi. Face à la rupture historique de la crise, le « déclassement intergénérationnel » se voit désormais intériorisé, voire assimilé dans les perspectives de vie. L'épreuve saillante, telle qu'elle est formulée, est plus profondément d'être dépossédé de son chemin de vie et du « sens » de sa trajectoire. « Sens » est à prendre ici dans ses deux acceptions, la signification de sa vie mais aussi sa direction désirée.

Le changement est frappant depuis mes premières enquêtes comparées du début des années 2000 : les jeunes générations font davantage part d'une difficulté à « exister » pleinement dans la société et dans les parcours socialement tracés. Le processus même d'ajustement au marché tend à exiger un arbitrage entre son « être » et sa « place » dans la société, car la mise en coïncidence des deux est rendue difficile par l'accentuation de la pression sociale. Pour une génération marquée par une puissante norme d'individuation, l'ajustement de soi à un marché du travail qui ferme ses portes produit cette forte tension existentielle, potentiellement vécue comme une entrave au « projet d'être » et à la réalisation de soi.. Ajuster ou réajuster son « être » aux règles du jeu social exige un travail potentiellement éprouvant pour l'individu, avec l'ombre d'une possible « déviation » de soi. Nombreux sont ceux qui évoquent la « violence » du processus de confrontation au marché, que ce soit à l'issue des études ou pour se maintenir en emploi : face à la pression de la compétition, cette confrontation oblige, à chaque séquence, à initier ou ré-initier une adaptation profonde de ses engagements personnels pour « être choisi », pour se fondre dans les exigences requises, ou pour défendre sa place. A l'image par exemple de cette jeune parisienne qui, face aux multiples démarches de recherche d'emploi inabouties, initie une nouvelle reconversion, et se demande : « est-ce que je vais encore devoir changer mon être pour m'adapter à ce qu'ils veulent? ». Cette pression se traduit par un nouvel arbitrage : « S'ajuster, jusqu'où? ». Une telle question se pose aujourd'hui également à d'autres périodes de la vie, mais il s'agit là d'une épreuve générationnelle : même si tous n'en souffrent pas, cet arbitrage tend à s'imposer à tous, car il est socialement et historiquement construit. Il est potentiellement source de colère sociale car il touche à la possibilité même de pouvoir devenir qui l'on veut être, à la possibilité de pouvoir définir soi-même le « sens » de sa vie. Cette question du « sens » est d'autant plus aiguës qu'elle est mise à l'épreuve. En quelque sorte, la crise donne naissance à un nouvel existentialisme. Une telle tension peut induire des processus de dissociation de soi vis-à-vis de la « société » ou du « système », accusé de voler jusqu'à l'intimité de ses choix. C'est à mes yeux un élément essentiel dans la compréhension de ce qui se joue actuellement au sein des jeunes générations –en particulier parmi leurs franges étudiantes et diplômées-, et de leurs frustrations citoyennes. La plupart des phénomènes récents des jeunes prennent racine dans cette épreuve.

Quels en sont les principaux facteurs?

Il faut y voir l'effet d'une conjonction historique de deux forces contradictoires, dans lesquelles les jeunes générations actuelles sont prises en étau. D'une part, elles portent à l'extrême l'aspiration contemporaine à un parcours de vie singulier et signifiant, cette injonction ayant été socialement appuyée par l'ouverture des choix d'études et la massification des études supérieures. Mais d'autre part, ils sont les premiers touchés par la crise et par la vague d'austérité qui l'a suivie, et qui met radicalement à l'épreuve ce projet de réalisation de soi. Les « enfants du siècle », pour actualiser ici l'expression de Musset, sont donc à la fois les enfants de la crise et de la démocratie, portés par une injonction sociale à la singularisation, elle-même enrayée par les difficultés économiques. Leur colère vient ainsi s'inscrire le double sillage d'une « éthique du sens » et d'une évolution du capitalisme qui vient la freiner. Bien sûr, cette mécanique n'est ni totalement nouvelle, ni totalement exclusive à cette génération, mais par la force actuelle de ces deux dynamiques conjointes, les jeunes portent aujourd'hui à l'extrême cette injonction contradictoire. Et par les alternatives qu'ils proposent, ce sont eux qui sont en passe aujourd'hui d'en trouver les clés de dépassement.

Pouvez-vous nous dresser quelques figures qui, selon vous, pourraient caractériser le fait d'être dévié(e)s ?

Cet ajustement aux règles du jeu social nécessite le plus souvent un véritable travail d'adaptation, aujourd'hui à la charge de l'individu, pour mettre en coïncidence ses aspirations et les contraintes du marché. Il donne lieu à tout un panel de figures de déviations, de la « conversion » de soi au retrait du jeu social. L'enjeu central, tel qu'évoqué dans les entretiens, est de pouvoir maintenir le « sens » de sa trajectoire, ce qui donne lieu à la dénonciation, voire au refus, de ce qui est vécu comme une forme de déshumanisation.

La première figure, dominante, consiste à entreprendre un travail de « conversion » de soi, afin de pouvoir avancer dans les parcours sociaux imposés. Il s'agit d'adapter son « être » pour s'adapter aux contraintes du marché et de la compétition sociale –souvent au prix de ce qui est considéré comme une réduction, un déni, ou un oubli de soi. Ce travail est accepté tant qu'il est supposé transitoire. Or, cette conversion est très rarement totale : elle est le plus souvent partielle et fait l'objet d'un compromis interne au nom de l'enjeu du travail. Cet ajustement revient à accepter de jouer le « jeu » et de répondre à la pression sociale... mais sans réellement y croire. Dans l'enquête, émerge alors le sentiment d'être un « pion » au sein d'une vaste « machine », d'une « mascarade », ou d'un « marché de dupes ». Les critiques récurrentes portent sur les logiques de compétition et de dépossession professionnelles, qui conduisent à une forme de distanciation du milieu dans lesquels ils s'inscrivent. Un exemple révélateur est celui d'une jeune cadre supérieure dans la trentaine qui après s'être remise elle-même en question sur le fait de ne pas atteindre ses « objectifs » de travail, en vient à une déconstruction critique du fonctionnement de son entreprise et plus largement de son milieu professionnel, qu'elle quittera quelques mois plus tard. On touche là à un point important de cette enquête : même parmi ceux qui s'intègrent bien socialement, peu adhèrent réellement aux règles du jeu sociales. On peut y voir un des viviers essentiels d'une critique sociale à l'intérieur même du « système », que l'on retrouve souvent parmi les diplômés, participants ou non des protestations.

C'est un premier degré d'un phénomène de « désadhésion » à la société, très présent chez les jeunes générations.

Mais comparativement à cette première figure, tous ne peuvent ou ne veulent pas faire ce travail de conversion de soi. Cela peut conduire à la figure du « retrait » temporaire de la « compétition », que ce soit de façon imposée ou volontaire. Ce retrait est censé être transitoire avant un retour escompté sur le marché. Pour certains, il correspond au temps d'attente imposé par la recherche d'emploi, pour d'autres, il est initié par la volonté de reprendre du « souffle » et de « refaire le plein de soi » avant de se réexposer socialement. Cette figure du retrait ou de la suspension est souvent très ambiguë, oscillant entre des rhétoriques du subi et du choisi, mais elle se conjugue avec la volonté d'ajuster son projet ou ses choix pour les réaffirmer ensuite socialement. Cette phase d'entre-deux peut s'allonger dans le temps, et on y retrouve un des visages des « NEET² » -ces jeunes ni en éducation, en emploi ou en stage- que l'on voit monter actuellement dans les statistiques publiques au sein de la plupart des pays occidentaux. Dans ses formes imposées, cette figure est souvent associée à un discours de colère ou d'impuissance plus larvé.

C'est ce qui les distingue d'une troisième figure, que l'on voit émerger très clairement dans les parcours de vie : celle du refus de se « convertir » ou de « changer son être » pour survivre dans le « système » et suivre un parcours imposé. Cette figure de l'« alternative » se traduit par une sortie beaucoup plus durable du marché, souvent associée à un mode de vie de la débrouille, envisagé en lui-même comme un acte politique. Cette « sortie de route » va de pair avec l'affirmation d'une « victoire du soi » face à un arbitrage jugé impossible, même si les discours ne sont pas non plus dénués d'une certaine ambiguïté, en réponse également à une forte adversité vécue dans les parcours sociaux. Au final, même chez les figures les plus intégrées, on peut noter la prégnance d'une colère sourde mais vive, qui prend ses sources dans le travail d'adaptation que l'on exige individuellement de l'individu face au marché, et dont l'ampleur nourrit la critique sociale et le discours « anti-système ».

Sur ce point, quelles différences observez-vous en fonction des sociétés dans lesquelles les jeunes vivent ?

Bien entendu, ces figures se déclinent de façon contrastée selon les sociétés, en fonction principalement des modes d'État-Providence et de la façon dont y a été régulée la crise. La tension est radicalisée dans les pays du sud de l'Europe ou en France, où l'ampleur de la crise rend la mise en coïncidence de ses aspirations personnelles et d'une intégration sociale effective particulièrement difficiles, et les ajustements entre le « soi » et la « place » très exigeants : face à l'adversité du marché, les phénomènes de déviation y sont prégnants, notamment les figures du « retrait » ou de « l'alternative ». Elles s'associent à des viviers de colère silencieuse, tournée vers une cible collective qui peut être le « système » ou la « société », associée des rhétoriques du « vol » de la vie. Dans les pays libéraux, la crise s'est moins souvent traduite par une montée signifiante du chômage juvénile, et plutôt par une pression sur les salaires ainsi que par des mesures néolibérales d'augmentation des prix

² NEET : « Not in Education, Employment or Training »

de l'éducation. L'ajustement de soi au marché y semble, en apparence du moins, plus probable, d'autant plus que ces sociétés offrent plus souvent la possibilité d'un rebond. Mais la question est plus complexe qu'il n'y paraît : dans les lieux concernés par mon enquête, une frustration plus latente se retrouve parmi les individus intégrés, qui entreprennent un travail de « conversion » de soi pour s'ajuster aux exigences du marché. Face à une pression financière et temporelle, les individus jouent les règles du jeu mais non sans compromis et critique interne. J'ai en tête l'exemple de Patrick, à Montréal, qui pour rembourser son emprunt étudiant, a arrêté ses études de façon précoce, et vend désormais des prêts étudiants dans cette même banque où il a contracté sa dette. Il a renoncé, au moins transitoirement, à son rêve d'ouvrir une microbrasserie... et comme d'autres, il joue le jeu tout en le critiquant. Ces systèmes laissent place à une figure de la désadhésion intime face à l'expérience du « parcours du combattant », en lien notamment avec la question de l'endettement, du financement des études et des salaires. Ce n'est pas un hasard si certains de ces modèles sociaux ont été le théâtre de mouvements récents portant sur le prix de l'éducation et l'accès aux études, comme à Montréal, Santiago du Chili et à Londres. Quand retrait il y a, celui-ci est plus coupable et plus caché, associé à une forme d'individualisation de l'échec : la colère y est davantage retournée contre soi, sous forme de culpabilité. Les différences entre les systèmes socio-politiques sont donc fortes, et d'autres clivages laissent également leur empreinte (degré de familialisme, âge de la démocratie, etc). Mais au-delà de ces différences, il s'avère que cette épreuve commune est en train de forger une génération, et en particulier sa frange la plus diplômée et mobile, qui prend conscience d'elle-même au-delà des frontières. Tout dépend désormais de la façon dont les pouvoirs publics et plus largement les sociétés vont répondre aux difficultés et aux aspirations de cette génération, car elle constitue la force politique et sociale des décennies à venir. Si nous parvenons collectivement à ouvrir les possibles, elle sera porteuse d'une indéniable dynamique quant aux alternatives proposées au niveau social et politique, car c'est elle qui détient aujourd'hui les chemins de sortie de crise.

Entretien réalisé par Patricia Loncle